

**Message de Son Excellence Monsieur Abdelaziz BOUTEFLIKA,
Président de la République Algérienne Démocratique et Populaire au
Sommet mondial sur la sécurité alimentaire
Rome 16-18 novembre 2009.**

Lu par Mr Rachid BENAÏSSA Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural

**Monsieur le Président,
Monsieur le Directeur Général de l'Organisation des Nations Unies pour
l'Alimentation et l'Agriculture,
Excellences,
Mesdames et Messieurs,**

Je voudrais tout d'abord exprimer ma reconnaissance à M. Jacques Diouf, Directeur Général de la FAO pour l'organisation si opportune de cet important sommet. Nous saluons en lui celui qui, très tôt, a mis en garde contre les risques d'une grave insécurité alimentaire mondiale.

Il me plaît également d'exprimer, à cette occasion, ma profonde gratitude au Gouvernement et au peuple de la République italienne amie.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

La situation d'insécurité alimentaire mondiale nous interpelle collectivement comme sujet de préoccupation majeure pour la communauté internationale de par ses impacts sur la stabilité politique et sociale dans nombre de nos pays mais également compte tenu de l'impératif moral d'assurer à tous un accès à une alimentation adéquate.

Nous nous félicitons, à cet égard, du fait de l'émergence forte du concept du droit à l'alimentation en tant que composante intégrante des droits de l'homme. Il nous appartient de veiller à ce que ce droit soit respecté en tout lieu et en tout moment.

Nous nous félicitons également de la place croissante qu'occupe dans nos débats la notion de souveraineté alimentaire ; car si l'aide alimentaire d'urgence reste, dans de nombreux cas, indispensable, il est vital que les pays disposent des moyens de s'assurer, par eux-mêmes, une sécurité alimentaire pleine et durable.

Ceci est, d'abord, de la responsabilité première des pays concernés eux-mêmes, qui doivent consacrer une part suffisante de leurs ressources nationales à l'investissement dans l'agriculture, comme c'est celle de la communauté internationale de garantir un niveau d'Aide Publique au Développement approprié pour les besoins de l'agriculture dans les pays vulnérables.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Au mois de juin de l'année dernière, la communauté internationale s'était donné rendez vous, en ces lieux mêmes, pour traiter du problème de l'insécurité alimentaire mondiale en relation avec le changement climatique et le développement des bioénergies. Le thème de cette réunion de haut niveau formulait judicieusement et opportunément ce double lien.

En effet, il est désormais établi que le changement climatique, qui n'en est qu'à ses débuts, ne manquera pas de bouleverser la donne actuelle en matière de production alimentaire d'une manière qui n'est pas encore clairement appréhendée, mais qui ne sera pas sans conséquences redoutables sur la disponibilité des denrées alimentaires dans nombre de pays en développement.

La FAO doit accorder l'importance qu'il convient à la recherche prospective dans ce domaine, avec l'appui de la communauté internationale, notamment des pays qui disposent d'une technologie appropriée, afin qu'une stratégie collective soit définie et mise en œuvre en particulier pour ce qui est de la prévention de l'insécurité alimentaire.

La raréfaction de l'eau, élément central de toute production agricole, est également une source d'insécurité majeure pour des centaines de millions d'hommes à travers le monde. Si aujourd'hui 1,2 milliard de personnes vivent dans des zones où l'eau est physiquement rare, ce nombre pourrait s'élever à 3 milliards de personnes à l'horizon 2025.

Par ailleurs, plusieurs centaines de millions de personnes, qui vivent des ressources halieutiques à travers le monde, sont aujourd'hui menacées par la pollution des mers et des océans.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

La déclaration du sommet mondial sur la sécurité alimentaire que nous venons d'adopter contient des objectifs généreux et ambitieux qui demeurent réalisables pour peu que la communauté internationale s'approprie une gouvernance mondiale adaptée aux défis à relever et œuvre à leur réalisation de manière résolue, concertée et solidaire.

Si nous dressons aujourd'hui une carte géopolitique de l'insécurité alimentaire, nous verrons apparaître les lignes de fractures montrant d'un côté des espaces développés et de l'autre, de vastes territoires sous-développés, avec des zones vulnérables, soumises souvent aux aléas d'un climat qui se dégrade.

Il n'est pas question bien sûr d'opposer une partie de la planète à une autre mais de rappeler la communauté de destin des hommes et l'exigence d'une solidarité qui ne soit pas simplement celle que commande l'urgence mais qui s'élève au dessus des contingences et qui transcende aussi les clivages idéologiques et les conflits d'intérêts.

Les espoirs et les valeurs les plus fécondes et les plus généreuses que porte aujourd'hui la civilisation humaine nous commandent d'œuvrer à un développement qui ne peut être durable et équitable que s'il englobe toutes les parties du monde, sans exclusion et sans marginalisation aucune.

Et dans la mesure où l'agriculture constitue un secteur important de l'économie de la plupart des pays en développement – elle représente près de deux tiers des emplois existants – son rôle dans le repli durable de la pauvreté et dans l'éradication de l'insécurité alimentaire ne peut être que bénéfique et salubre.

Je note avec intérêt, à ce propos, que le retour à l'agriculture, et à l'agriculture vivrière en particulier, fait aujourd'hui l'unanimité parmi les spécialistes de la question et que les gouvernements et les institutions et agences internationales spécialisées ont procédé, ces dernières années, à un recentrage de leur politique dans le sens d'un plus grand intérêt pour celle-ci et pour les populations rurales des pays en développement. C'est là, me semble-t-il, la réponse la plus juste, la plus raisonnable et la plus productive que la communauté internationale peut donner au défi de la sécurité alimentaire mondiale.

Sur un autre plan l'agriculture ne peut connaître de véritable renaissance sans un apport massif de capitaux pour l'investissement, qu'ils soient publics ou privés, nationaux ou étrangers.

L'initiative de L'Aquila sur la sécurité alimentaire a été l'expression d'une prise de conscience forte qui ouvre, dans ce sens, des perspectives prometteuses à l'agriculture et au développement rural et au lancement d'un processus de réduction de l'insécurité alimentaire dans le monde.

L'augmentation des ressources budgétaires nationales allouées à l'agriculture, un soutien plus grand de la communauté internationale à celle-ci, permettront, dans de nombreux pays, aux petits agriculteurs d'accéder aux intrants, aux technologies ciblées et aux marchés et créeront, à n'en pas douter, une dynamique de reprise de la croissance agricole et de nouvelles raisons d'espérer pour les centaines de millions de personnes qui vivent dans le monde rural.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

La prise de conscience, au niveau du continent africain est réelle ; elle se renforce et se structure de jour en jour.

Déjà en 2003 à Maputo, les dirigeants du continent africain, qui abrite le plus grand nombre de personnes qui souffrent de malnutrition et d'insécurité alimentaire, se sont engagés d'allouer 10 pour cent de leurs ressources budgétaires annuelles à l'agriculture et au développement rural.

Cette initiative, prise dans le cadre du NEPAD, a aujourd'hui pour corollaire le Programme Détaillé pour le Développement de l'Agriculture en Afrique (PDDAA).

Ce programme construit par les pays eux mêmes avec l'appui de la FAO nécessite pour sa mise en œuvre, appui, mobilisation de capitaux et partenariat.

Les initiatives sont de plus en plus structurées et ciblées pour une action commune efficace.

Pour les cinq années à venir, l'Algérie s'est engagée dans la mise en œuvre d'une politique visant le renouveau agricole et rural mobilisant annuellement des ressources publiques sans précédent.

Destinés au renforcement des programmes d'intensification des cultures stratégiques (céréales, lait, viandes, pomme de terre, etc.), à la régulation des produits agricoles, à la promotion d'un environnement incitatif et sécurisant, ces moyens financiers couvrent également la protection et la valorisation des ressources naturelles, la diversification des activités économiques en milieu rural, la modernisation des villages et des ksour et la protection du patrimoine rural matériel et immatériel.

Ces soutiens dans une approche participative, visent en finalité, l'amélioration des conditions de vie des populations rurales et un développement harmonieux et équilibré des territoires.

Une attention particulière est accordée aux petits exploitants agricoles et aux petits éleveurs, à travers un fonds spécial qui vient s'ajouter aux fonds lancés ces dernières années. Toutes ces actions, couplées avec les dispositifs de micro crédit, de crédit de campagne sans intérêt et d'encouragement à la création d'emplois dans divers domaines, traduisent notre volonté forte de développer le monde rural dans toutes ses composantes.

Les espaces ruraux, qui recèlent de grandes potentialités à découvrir et à valoriser, présentent dès lors de grandes opportunités pour un développement durable, harmonieux et respectueux des grands équilibres sociaux et environnementaux.

L'Etat algérien a clairement affiché ses options stratégiques en matière de développement agricole et rural ; le gouvernement a mis en place dans ce sens un cadre législatif et réglementaire favorable à l'investissement et à la libération des initiatives.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

La réalisation de la sécurité alimentaire mondiale est une œuvre complexe et multidimensionnelle.

Elle impose la préservation de la biodiversité, la conservation des ressources en terre et en eau, la préservation des stocks halieutiques et la mobilisation des ressources génétiques.

Un tel défi, illustration de notre interdépendance et du destin commun de nos pays et de notre planète, ne peut être relevé que par l'engagement ferme de la communauté internationale à renforcer la gouvernance mondiale de la sécurité alimentaire au service des plus vulnérables.

Pour terminer, je voudrais rendre un hommage appuyé aux gouvernements, aux organisations internationales, aux organismes spécialisés de l'ONU ainsi qu'aux associations et aux personnalités qui œuvrent, au niveau des pays ou à l'échelle internationale, à alléger la souffrance des femmes, des enfants et des hommes qui vivent dans la précarité et sont les victimes désarmées de la faim, de la malnutrition et de la maladie.

Je vous remercie pour votre aimable attention.